

Arrêté de circulation



**ARRETE MUNICIPAL PORTANT  
REGLEMENTATION PROVISOIRE  
DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT**

**RUE ANDRE LAMAUD**

**ODP\_ACS\_2023\_01294**

**Le Maire de la Ville d'Angoulême,**

**VU** le Code de la Route,

**VU** le Code général des Collectivités territoriales,

**VU** l'arrêté unique de circulation urbaine n°2023-42 du 31 janvier 2023,

**VU** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I - 8ème partie - signalisation temporaire), approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié,

**VU** l'arrêté n°2021-515 complété par l'arrêté n°2022-289 portant délégation de fonctions et de signatures à Monsieur Jean-Philippe POUSSET, 5ème adjoint, Délégué à la Prévention et à la Sécurité

**VU** l'arrêté n°2021-517 complété par l'arrêté n°2022-305 portant délégations de fonctions et de signatures à Monsieur Jean-Pol GATELLIER, Conseiller municipal délégué à la Vie Quotidienne,

**VU** l'arrêté n°2021-722 portant délégations de fonctions et de signatures à Madame Valérie CINQUALBRE, Directrice Générale des Services

**VU** l'arrêté n°2021-771 portant délégations de fonctions et de signatures à Monsieur Médéric DAVID, Directeur Général Adjoint du Pôle Administration Générale et Affaires Juridiques,

**VU** l'arrêté n°2022-625 portant délégations de signatures à Madame Anne REVEILLERE-MERCIER, directrice des Affaires Juridiques

**Considérant** la demande de privatisation du domaine public **RUE ANDRE LAMAUD**, réalisée par l'entreprise **ETPM**, transmise à la collectivité le **26/06/2023**, et ce dans le cadre de la réalisation de déplacement de feux de circulation,

**Considérant** qu'il revient à Monsieur le Maire, ou son représentant, de garantir par voie d'arrêté une saine gestion du domaine public et en conséquence de réglementer les espaces publics concernés par des mesures portant sur la circulation et/ou le stationnement,

**ARRÊTE**

**Article 1** A compter du **31/07/2023**, à partir de **8H30** et jusqu'au **11/08/2023 inclus**, en fonction de la signalisation mise en place, les mesures suivantes seront prises :

**RUE ANDRE LAMAUD de RUE FONTAINE DU LIZIER à RUE DE PARIS**

**Circulation interdite**

**Stationnement interdit au droit de l'intervention sauf pour le véhicule de l'entreprise**

**Circulation des piétons interdite au droit de l'intervention sauf accès résidents et commerces**

**Article 2** La signalisation sera conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation temporaire approuvée par arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié. La pose, la fourniture et la maintenance seront assurées par les soins de l'entreprise. En cas d'achèvement anticipé du chantier celle-ci devra remettre la signalisation en conformité avec celle qui précédait les travaux.

**Article 3** Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur et à chaque extrémité du chantier. Le respect de ces mesures par le bénéficiaire, conditionne l'opposabilité de cet arrêté aux tiers usagers.

**Article 4** Pour permettre d'assurer l'exécution des dispositions prescrites à l'article 1, les véhicules en infraction seront à la diligence du service d'ordre, retirés de la voie publique et mis en fourrière aux frais du propriétaire contrevenant.

**Article 5** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif devant Monsieur le Maire de la Commune d'Angoulême dans un délai de deux mois à compter de son affichage ou de sa notification.

L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet. Un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal Administratif de Poitiers, 15 rue de Blossac 86000 POITIERS, dans un délai de deux mois à compter de la notification ou l'affichage de l'arrêté ou à compter de la réponse de l'administration si un recours administratif a été préalablement déposé. Ce recours peut être déposé sur l'application internet Télérecours citoyens, en suivant les instructions disponibles à l'adresse suivante : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 6** La Directrice Générale des Services et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera :

- Publié sur le site internet de la Ville.

Ampliation adressée au :

- Directeur Départemental de la Sécurité Publique,
- Directeur de la Police Municipale.

ANGOULÊME, Hôtel de Ville le 26/06/2023

Pour le Maire et par délégation  
Monsieur Jean-Philippe POUSSET  
Adjoint Délégué à la Prévention et à la  
Sécurité



Arrêté de circulation



**ARRETE MUNICIPAL PORTANT  
REGLEMENTATION PROVISOIRE  
DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT  
DIVERSES VOIES**

**ODP\_ACS\_2023\_01293**

**Le Maire de la Ville d'Angoulême,**

**VU** le Code de la Route,

**VU** le Code général des Collectivités territoriales,

**VU** l'arrêté unique de circulation urbaine n°2023-42 du 31 janvier 2023,

**VU** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I - 8ème partie - signalisation temporaire), approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié,

**VU** l'arrêté n°2021-515 complété par l'arrêté n°2022-289 portant délégation de fonctions et de signatures à Monsieur Jean-Philippe POUSSET, 5ème adjoint , Délégué à la Prévention et à la Sécurité

**VU** l'arrêté n°2021-517 complété par l'arrêté n°2022-305 portant délégations de fonctions et de signatures à Monsieur Jean-Pol GATELLIER, Conseiller municipal délégué à la Vie Quotidienne,

**VU** l'arrêté n°2021-722 portant délégations de fonctions et de signatures à Madame Valérie CINQUALBRE, Directrice Générale des Services

**VU** l'arrêté n°2021-771 portant délégations de fonctions et de signatures à Monsieur Médéric DAVID, Directeur Général Adjoint du Pôle Administration Générale et Affaires Juridiques,

**VU** l'arrêté n°2022-625 portant délégations de signatures à Madame Anne REVEILLERE-MERCIER, directrice des Affaires Juridiques

**VU** l'arrêté préfectoral en date du 20 avril 1999 relatif aux bruits de voisinage, et, notamment, l'article 20 permettant des dérogations exceptionnelles à l'occasion de chantiers de travaux publics,

**Considérant** la demande de privatisation du domaine public **RAMPE D'AGUESSEAU, RUE DE BORDEAUX, IMPASSE MARENGO, RUE DES POSTES, RUE SAINT-ROCH, RUE TISON D'ARGENCE, RUE DE FRIEDLAND, RUE EMILIEN JARRETON, AVENUE JULES FERRY et BOULEVARD DE LA REPUBLIQUE**, réalisée par l'entreprise **EURO-RESEAUX**, transmise à la collectivité le **26/06/2023**, et ce dans le cadre de la réalisation **d'opérations de nuit**,

**Considérant** qu'il revient à Monsieur le Maire, ou son représentant, de garantir par voie d'arrêté une saine gestion du domaine public et en conséquence de réglementer les espaces publics concernés par des mesures portant sur la circulation et/ou le stationnement,

## ARRÊTE

**Article 1** A compter du 03/07/2023 et jusqu'au 04/08/2023 inclus de 22H00 à 5H00, en fonction de la signalisation mise en place, les mesures suivantes seront prises :

**AVENUE JULES FERRY**  
**BOULEVARD DE LA REPUBLIQUE**  
**RAMPE D'AGUESSEAU**  
**RUE DE BORDEAUX**  
**RUE DE FRIEDLAND**  
**RUE EMILIEN JARRETON**  
**RUE SAINT-ROCH**  
**RUE TISON D'ARGENCE**

**Circulation alternée au droit de l'intervention**  
**Stationnement interdit au droit de l'intervention sauf pour le véhicule de l'entreprise**  
**Circulation des piétons interdite au droit de l'intervention sauf accès résidents et commerces**

**IMPASSE MARENGO**  
**RUE DES POSTES**

**Circulation restreinte au droit de l'intervention**  
**Stationnement interdit au droit de l'intervention sauf pour le véhicule de l'entreprise**  
**Circulation des piétons interdite au droit de l'intervention sauf accès résidents et commerces**

**Article 2** La signalisation sera conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation temporaire approuvée par arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié. La pose, la fourniture et la maintenance seront assurées par les soins de l'entreprise. En cas d'achèvement anticipé du chantier celle-ci devra remettre la signalisation en conformité avec celle qui précédait les travaux.

**Article 3** Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur et à chaque extrémité du chantier. Le respect de ces mesures par le bénéficiaire, conditionne l'opposabilité de cet arrêté aux tiers usagers.

**Article 4** Pour permettre d'assurer l'exécution des dispositions prescrites à l'article 1, les véhicules en infraction seront à la diligence du service d'ordre, retirés de la voie publique et mis en fourrière aux frais du propriétaire contrevenant.

**Article 5** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif devant Monsieur le Maire de la Commune d'Angoulême dans un délai de deux mois à compter de son affichage ou de sa notification.

L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet. Un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal Administratif de Poitiers, 15 rue de Blossac 86000 POITIERS, dans un délai de deux mois à compter de la notification ou l'affichage de l'arrêté ou à compter de la réponse de l'administration si un recours administratif a été préalablement déposé. Ce recours peut être déposé sur l'application internet Télérecours citoyens, en suivant les instructions disponibles à l'adresse suivante : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 6** La Directrice Générale des Services et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera :

- Publié sur le site internet de la Ville.

Ampliation adressée au :

- Directeur Départemental de la Sécurité Publique,

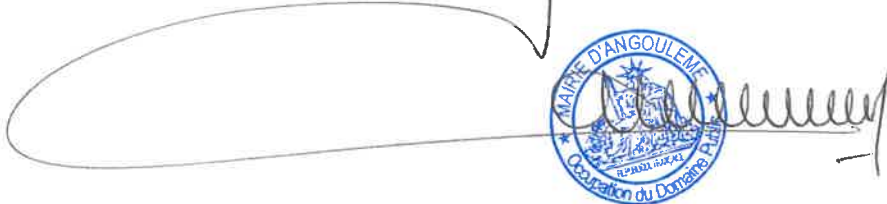
- Directeur de la Police Municipale.

**ANGOULÊME, Hôtel de Ville le 26/06/2023**

**Pour le Maire et par délégation**

**Monsieur Jean-Philippe POUSSET**

**Adjoint Délégué à la Prévention et à la Sécurité**

A handwritten signature in blue ink is written over a circular official stamp. The stamp features the coat of arms of Angoulême and the text 'MAIRIE D'ANGOULÊME' at the top and 'Département du Doubs' at the bottom. A long, thin horizontal line extends from the signature across the page.

Arrêté de circulation



**ARRETE MUNICIPAL PORTANT  
REGLEMENTATION PROVISOIRE  
DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT**

**PLACE SAINT-MARTIAL**

**GUINGUETTE D'ÉTÉ A SAINT-MARTIAL**

**ODP\_ACS\_2023\_01289**

**Le Maire de la Ville d'Angoulême,**

**VU** le Code de la Route,

**VU** le Code général des Collectivités territoriales,

**VU** l'arrêté unique de circulation urbaine n°2023-42 du 31 janvier 2023,

**VU** l'arrêté n°2021-515 complété par l'arrêté n°2022-289 portant délégation de fonctions et de signatures à Monsieur Jean-Philippe POUSSET, 5ème adjoint , Délégué à la Prévention et à la Sécurité

**VU** l'arrêté n°2021-517 complété par l'arrêté n°2022-305 portant délégations de fonctions et de signatures à Monsieur Jean-Pol GATELLIER, Conseiller municipal délégué à la Vie Quotidienne,

**VU** l'arrêté n°2021-722 portant délégations de fonctions et de signatures à Madame Valérie CINQUALBRE, Directrice Générale des Services

**VU** l'arrêté n°2021-771 portant délégations de fonctions et de signatures à Monsieur Médéric DAVID, Directeur Général Adjoint du Pôle Administration Générale et Affaires Juridiques,

**VU** l'arrêté n°2022-625 portant délégations de signatures à Madame Anne REVEILLERE-MERCIER, directrice des Affaires Juridiques

**Considérant** la demande de privatisation du domaine public PLACE SAINT-MARTIAL réalisée par l'Association CAP EN VILLE transmise à la collectivité le 23/06/2023, et ce dans le cadre de l'évènement Guinguette d'été à Saint-Martial,

**Considérant** qu'il revient à Monsieur le Maire, ou son représentant, de garantir par voie d'arrêté une saine gestion du domaine public et en conséquence de réglementer les espaces publics concernés par des mesures portant sur la circulation et/ou le stationnement,

**ARRÊTE**

**Article 1** Le 5 juillet et le 6 juillet 2023, à partir de 8H30 et le 1er août 2023 inclus à l'occasion du montage et du démontage de l'évènement en fonction de la signalisation mise en place, les mesures suivantes seront prises :

- PLACE SAINT-MARTIAL
- RUE HERGE

**Circulation autorisée pour les véhicules liés au montage de l'évènement  
Guinguette d'été**

**Stationnement autorisé pour les véhicules liés au montage de l'évènement  
Guinguette d'été**

**Article 2** La signalisation correspondant à l'article 1 sera mise en place par le demandeur, lequel devra afficher cet arrêté dans les conditions réglementaires. Le respect de ces mesures par le bénéficiaire conditionne l'opposabilité de cet arrêté aux tiers usagers.

**Article 3** Pour permettre d'assurer l'exécution des dispositions prescrites à l'article 1, les véhicules en infraction seront à la diligence du service d'ordre, retirés de la voie publique et mis en fourrière aux frais du propriétaire contrevenant.

**Article 4** La Directrice Générale des Services et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera :

- Publié sur le site internet de la Ville.

Ampliation adressée au :

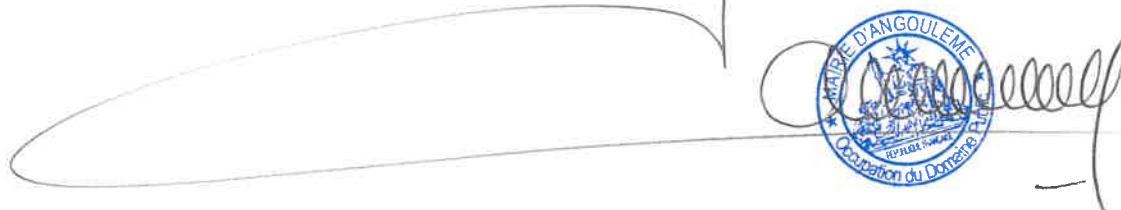
- Directeur Départemental de la Sécurité Publique,
- Directeur de la Police Municipale.

**Article 5** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif devant Monsieur le Maire de la Commune d'Angoulême dans un délai de deux mois à compter de son affichage ou de sa notification.

L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet. Un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal Administratif de Poitiers, 15 rue de Blossac 86000 POITIERS, dans un délai de deux mois à compter de la notification ou l'affichage de l'arrêté ou à compter de la réponse de l'administration si un recours administratif a été préalablement déposé. Ce recours peut être déposé sur l'application internet Télérecours citoyens, en suivant les instructions disponibles à l'adresse suivante : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

ANGOULÊME, Hôtel de Ville le 23/06/2023

Pour le Maire et par délégation  
Monsieur Jean-Philippe POUSSET  
Adjoint Délégué à la Prévention et à la  
Sécurité

A large, stylized handwritten signature in blue ink is written over a horizontal line. To the right of the signature is a circular official seal of the Mayor of Angoulême. The seal features a central emblem with a castle and a star, surrounded by the text "MAIRIE D'ANGOULEME" at the top and "Occupation du Domaine Public" at the bottom.